

A V I S DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
28 – 15 avril 2020



| A voix haute |

Ailleurs. Pandémie mondiale et acceptation sociale. Pas de Grand Confinement aux Pays-Bas, en Suède et en Allemagne. Autodiscipline ? Scientifiques lunatiques ? Intérêts économiques bien compris face la Chine ou aux Etats-Unis qui sont loin d'être à l'arrêt ? Pas non plus de Grand Confinement durable sur d'autres continents lorsque la survie dans l'économie informelle n'est pas suffisamment garantie par des miettes étatiques. Là on y couvre-feu de nuit ou dès l'après-midi mais on laisse survivre de jour, là on tente de confiner en alternance, une semaine sur deux, les hommes ou les femmes, une zone puis une autre,... Là comme partout l'Etat improvise sans le dire, militarise pour garder le pouvoir, scientifie comme ça l'arrange, propandise pour faire passer la pilule. Spectre d'émeutes de la faim. Spectres de guerres civiles. Gestion autoritaire pragmatique qui s'adapte selon les résistances qu'elle pense trouver en face. Là comme ici, d'ailleurs.

Alternative. Le dire simplement : face à un virus ou à n'importe quel désastre, il n'existe pas de gestion de masse qui puisse être anti-autoritaire. Quelles que soient les bonnes intentions de quiconque entendra s'occuper de tous et de chacun, il restera un berger transformant de gré ou de force les autres en troupeau. Dans un rapport anarchiste où prime la liberté, la réciprocité et l'unicité, l'auto-organisation généralisée des individus ne souffre aucune uniformité, aucune gestion, aucune séparation déléguée à des spécialistes, aucune solution (encore moins technicienne ou médicale) valable pour tous et toutes, et disons-le un peu cruellement : aucune efficacité quantitative. Ce qui compte n'est pas la certitude ou la sécurité, ce n'est pas la date d'une mort inévitable depuis que nous sommes nés, mais *la qualité individuelle*, pleine et entière, de la vie telle que chacun entend l'explorer. Face au covid-19 comme à toute chose, la perspective anarchiste reste de s'auto-organiser en toute autonomie des institutions pour prendre soin les uns des

MARS 2020

10/3, Athènes (Grèce).

Des « *compagnons* » [en référence à l'opération répressive visant trois anarchistes, accusés d'appartenir à l'organisation terroriste « *compagnons* », expression assez souvent utilisée pour revendiquer des actions ces dernières années] revendiquent l'incendie d'une salle réservée aux magistrats de la Justice de Paix, située à l'intérieur d'un grand complexe judiciaire. Ils ont déposé leur engin incendiaire en pleine journée dans la salle qui a été ravagée par les flammes. La revendication place l'attaque dans le contexte de la guerre aux frontières grecques : « *L'État grec a démontré être un gardien fiable de la Forteresse Europe, décorant sa mission avec des couronnes de « patriotisme » et de « fierté grecque » à consommation intérieure, la fierté de ceux qui sont armés contre les désarmés, les bien-nourris contre les affamés, les établis contre les déracinés* ».

10/3, Athènes (Grèce).

Bris de vitres et du distributeur de billets d'une agence bancaire, revendiqué par « *des anarchistes* » à la mémoire de Lambros Fountas, anarchiste assassiné par la police grecque le 10 mars 2010.

10/3, Thessalonique (Grèce).

A la veille du procès contre le compagnon anarchiste Irđi, accusés de plusieurs petits délits et menacé d'expulsion (car sans papiers), des banques et des distributeurs de billets sont attaquées au marteau dans six rues différentes de la ville. « *Jusqu'à l'anarchie* » termine la revendication de « *compagnons* ».

11/3, Besançon (France).

Dans le Doubs, un véhicule utilitaire de la mairie est livré aux

autres à l'échelle des individus, de leurs coordinations, et de continuer à saper les bases de la domination.

Réclamer *de fait* un grand confinement (et demain un déconfinement) différent – quand ce n'est carrément pas le même que celui de l'État –, réclamer une exploitation ou une éducation un peu plus ou un peu moins à distance, voire des flics plus désarmés ou des prisons plus vides, n'est pas se battre pour la liberté. C'est promouvoir une autorité alternative, une simple reconfiguration du même plutôt que son impitoyable destruction. Ce n'est rien d'autre qu'un misérable réalisme sans moyens qui ne pousse pas son raisonnement effrayant jusqu'au bout. Hauts les cœurs ! Listez donc de façon un peu détaillée les entreprises non-essentiellles que l'État devrait encore fermer, selon vous. Pour notre part, c'est l'ensemble de l'économie que nous entendons ruiner. Continuez d'avocater qui doit sortir de façon urgente de taule, et qui doit par conséquent y rester. Pour notre part, nous les voulons rasées au sol avec tout le monde dehors. Expliquez-nous donc enfin quelles mesures de police militante seraient envisagées contre tous les réfractaires à un confinement alternatif ou à un traçage bio (pas de gestion de masse sans suivi, n'est-ce pas ?, sinon c'est l'anarchie).

Quand on ne se paye pas de mots, être favorable à des mesures de confinement de masse, celles-là ou d'autres plus indolores, c'est-à-dire à des mesures d'enfermement collectif, cela ne peut que signifier discipline, contrôle et administration des individus, écrasement de leurs possibilités variées d'auto-organisation autonome, et répression des réfractaires. Le tout au nom de l'urgence et du bien commun, ça va de soi.

Attaquer. En cette période où l'État et le capitalisme se restructurent plutôt rapidement, mais où ils ne sont pas assurés pour autant de la même stabilité pour affronter les nouvelles turbulences sociales qui pourraient surgir, ne pas rester confinés et attaquer est plus que jamais important. En plus de leurs dispositifs de contrôle et de surveillance, les nœuds de circulation d'énergie et de données restent une piste fondamentale à l'heure où la pandémie technologique fait intégralement partie de cette restructuration.

Demain. Le déconfinement ne sera assurément qu'un autre moment du confinement et durera de très longs mois. Il sera peut-être un peu moins dur pour les citoyens les plus travailleurs et les plus exemplaires,

mais certainement plus dur pour l'ensemble des autres, en traçant de nouvelles lignes de démarcation entre les deux. Autorisations de circulation intérieure différenciées, tests sanguins ou de chaleur sous contrainte, traçage numérique recoupé, quarantaines forcées, contrôles d'identité couplés à du fichage médical, limitation des rassemblements, masques dans les transports, mise au travail forcée pour relancer l'économie, chasse accrue aux re-contamineurs potentiels. Et frontières toujours verrouillées au-delà des seuls indésirables, comme avec l'Espagne qui entend le faire tout l'été afin de prévenir une deuxième vague d'épidémie à l'automne.

Enfermements. Toutes et tous reclus dans la grande prison sociale. Le type, la taille et la couleur des cages varie et peut se cumuler comme autant de poupées gigognes. Hôpitaux psychiatriques, bagnes à sueur, centres de rétention, casernes de la domestication, camps de réfugiés, temples de la soumission, laboratoires du consentement, cellules familiales ou taules. C'est de ces dernières, où les conditions sont pourtant parmi les plus drastiques, que ne cessent de partir des signaux de fumée aux quatre coins du monde. Contre le confinement d'abord avec la fin des parloirs, contre la peur d'être contaminés et de mourir entre quatre murs surpeuplés ensuite, pour exiger la liberté enfin, comme le proclamait une banderole des mutins de la prison de San Juan de Pasto (Colombie). Et nous, dehors, qui pensons que la liberté consiste à nous auto-enfermer et à obéir aux ordres du pouvoir, nous qui n'avons ni barreaux pour voiler l'horizon, ni barbelés pour lacérer nos chairs, ni guérites pour nous tirer à vue, n'avons-nous donc vraiment aucune structure à saccager, aucune cage à incendier ?

Etat. A l'exception des imbéciles notoires qui estiment qu'encourager à briser le confinement revient à nier la contagiosité du covid-19 ou à poser un geste enfantin de défi, il est évident qu'aucun agir ou aucune auto-organisation (dans différents domaines) ne peut se réaliser virtuellement. Qui plus est, le confinement de masse est structurellement une mesure rendue possible par une gigantesque concentration autoritaire de force et de moyens qui renvoie directement à l'État. Face à une menace aussi générale contre laquelle il se pose en souverain protecteur des petits comme des grands, on peut même imaginer qu'il ressortira comme

flammes sur un parking du quartier des Vaïtes.. Revendiqué par *AntiCorona*, qui précise notamment « *Le feu est un moyen adapté pour endiguer le virus de l'État et de ses laquais.*»

17/3 France.

Début d'une série de mutineries dans les prisons après la suppression des parloirs et des activités pour cause de confinement. Le mouvement touche une trentaine de prisons. En plus des refus de remontée de promenades, matons caillassés à Grasse (17/3, caméras de surveillance sont détruites à Draguignan (21/3), une cuisine enflammée à Neuvic (21/3), de nombreuses vitres es activités brisées à Longuenesse (22/3), une salle de réunion incendiée à Maubeuge et deux bâtiments incendiés à Uzerche, mettant 250 cellules inutilisables.

17/3, Thessalonique (Grèce).

Double attaque incendiaire : d'abord contre l'entrée d'un supermarché, puis contre celle de l'église orthodoxe en face. Dégâts limités.

17/3, Marseille (France).

Dans les Bouches-du-Rhône une partie de l'infrastructure électrique des bureaux de la *SNEF* est incendiée. Une semaine plus tard, cette fois en centre ville et en plein confinement, une de leur voiture a également été incendiée.

La *SNEF* participe à de nombreux chantiers de gentrification et s'occupe de l'extension du réseau de caméras de vidéosurveillance de la ville. « *Ces attaques s'intègrent dans une série de sabotages visant cette entreprise ainsi que d'autres responsables de la propagation de la surveillance à Marseille, notamment un petit nombre d'autres caisses incendiées, et le sabotage de fibre optique et de caméras tout au*

long de l'année passée.» précise la revendication, qui conclut par « *Contre le confinement et la société de contrôle».*

18/3, Berlin (Allemagne). Dans le quartier de Marzahn, deux voitures du concessionnaire *Toyota* sont volontairement incendiées vers 1h30 et trois autres fortement endommagées. Quelques heures plus tard, vers 4h, trois autres subissent le même sort dans un concessionnaire *Mercedes*.

18/3, Cologne (Allemagne). Les vitres du siège de la direction du promoteur immobilier *Vonovia* sont brisées à coups de marteau dans la nuit et la façade recouverte à l'aide d'extincteurs. L'attaque est revendiquée en stipulant les divers saloperies que fait cette société immobilière chaque jour en Allemagne.

18/3, Bad Lausick/Treuen (Allemagne). En Saxe, incendie contre deux entreprises qui collaborent à la construction de la nouvelle prison de Zwickau-Marienthal. A Bad Lausick, ce sont plusieurs voitures et camions d'*Elektro Lehmann*, et à Treuen ce sont quatre pelleuseuses et un bulldozer de l'entreprise de location *Scholz GmbH*. « *Nous salvons les trois du crew du banc public qui se trouvent en ce moment dans un procès titanesque* » conclut la notamment la revendication.

19/3, Vauclin (France). Dans la colonie de Martinique, alors que le confinement vient de débiter, l'incendie volontaire d'un local technique d'Orange prive 2000 foyers et entreprises de téléphonie et d'internet dans plusieurs communes (Vauclin, le Marin et Sainte-Anne.)

celui qui a fait, malgré toutes ses erreurs, le *minimum nécessaire*, ou pire encore, *l'inévitable*, en préservant et en organisant la survie du plus grand nombre quitte à suspendre quelques droits de base. Ce dernier terrain n'est bien entendu pas celui des ennemis de l'autorité, qui connaissent depuis longtemps ces jeux d'équilibres suspendus entre les urgences décrétées par le haut et l'intensité de la guerre sociale. Si on désire ardemment détruire l'État, attaquer sa toute puissance confinueuse qui exacerbe et renforce les rapports de servitude comme de citoyennisme, une perspective anarchiste ne peut que lutter pour une liberté démesurée.

Gants. Pour se protéger de la porte qu'on fracture. Du grillage qu'on cisaille. De la marchandise qui change vite de main. De la vitrine qu'on éclate. De l'objectif qu'on incendie. Gants et masques pour se protéger des empreintes et de l'ADN, pour garder une distanciation vitale avec les labos scientifiques du virus policier.

Pompiers. Ici une partie du cortège de tête parisien distribue des masques de protection aux vigiles, au Chili une partie de la *Primera Linea* nettoie le métro. Supermarchés à exproprier ? Métros à incendier ? Après, oui après, les lendemains chanteront. Peut-être. Ou pas du tout. Quand le pouvoir allégera ses autorisations de sortie. En attendant on autogère le confinement. On humanise les carences de l'État. S'auto-organiser pour attaquer les flics, piller les entrepôts de nourriture ou saboter les artères technologiques de la prison sociale serait trop risqué. La révolte pourrait être plus contagieuse que le virus, qui sait ? Planificateurs du moindre mal. Contre-pouvoir tout contre le pouvoir.

Printemps. Le présentateur météo qui t'insulte tous les jours en prévoyant un temps radieux avant de t'ordonner de rester chez toi. Les nuages au césium de la forêt de Tchernobyl, qui flambe depuis une semaine, seraient peut-être plus convaincants. Mais on sait qu'ils s'arrêtent aux frontières.

Responsabilité. On ne peut pas être responsable du passé qui nous préexistait, ni de tous les humains qui peuplent la terre, le continent, le pays, la région, la ville, le village, le quartier, le voisinage. Par contre, malgré l'océan de domination dans lequel nous baignons –un océan imposé par la servitude de beaucoup et la répression des autres–, on peut être responsable

de nos propres actions pour le combattre. Là où toute vie est sacrifiée sur l'autel du profit et de l'autorité, la seule responsabilité individuelle possible par rapport à ce qui nous entoure est la cohérence entre l'idée anarchiste qui nous meut et nos actes qui la rendent vivante. Aucun petit geste ne sauvera la planète, aucun auto-confinement n'empêchera la propagation du virus. Identifier l'ennemi dans le progrès industriel, la technoscience ou l'État en frappant leurs structures sans reproduire leurs mécanismes de domination serait par contre déjà plus salutaire. Si on entend sauver quoi que ce soit, bien entendu.

Retour à la normalité. Il n'y aura pas de ce genre de retour en arrière. Parce que nous n'en voulons pas (cette normalité antérieure était déjà le problème). Parce qu'ils n'en veulent pas non plus (ah, qu'il était encore plein de rigidités trop humaines et de petits formalismes, cet avant). Parce que la normalité c'est le laboratoire géant du présent, avec ses drones et sa survie numérisée, avec ses militaires et son productivisme forcené. Parce que comme on a put dire que le 20e siècle avait réellement débuté en 1914 avec la Première grande boucherie industrialisée mondiale, le 21e siècle vient définitivement d'effectuer un tournant en cette année 2020, avec des conséquences encore incertaines pour tous. A nous de faire en sorte que tous leurs calculs et prévisions de nouvel ordre technologique déraillent pour de bon.

Troupeau. Au bout du compte, certains estiment que la plupart des individus seront touchés par ce nouveau virus. Les jeux de confinements et de déconfinements ne servent alors pas à éviter une contamination générale (il faudrait une gestion à la chinoise pour cela, et encore) mais sont plutôt des mesures de masse destinées à ralentir sa progression, en écrétant les pics hospitaliers tout en maintenant l'économie à flot. Plus il y a de monde qui reste chez soi, mieux l'État peut gérer la désorganisation temporaire dans l'industrie et les services qui lui importent ou chez ses indispensables larbins armés. Le confinement/déconfinement est avant tout une question de continuité et de maintien de l'ordre, pas de protection d'une population contre laquelle il se prépare à se défendre en cas de crise sociale qui découlerait d'une crise sanitaire. Concernant le virus, il gère le troupeau en espérant qu'une partie suffisante de la population (60%) finira, certes le plus

19/3, Hambourg (Allemagne).
Vers 4h du matin, les vitres d'une agence bancaire de la Veringstraße sont brisées dans la nuit.

19-20/3, Berlin (Allemagne).
Un véhicule de l'entreprise de technologie *Bosch* est incendié le 19 dans le quartier de Pankow, et un second de *Dr. House Solutions* la nuit suivante dans le même.
« *Nous voulons contribuer à faire perdre les bonnes gens, les investisseurs, les propriétaires de logements, les profiteurs de la surveillance. Même en ces temps de couvre-feu déclaré ou avancé, nous continuerons de saboter les rouages du système capitaliste et à briser le silence* » dit notamment la revendication.

20/3, Nuremberg (Allemagne).
En Bavière, une voiture de flic et réserve de l'armée est incendiée dans le quartier de Gostenhof.
« *Flics hors des quartiers ! Vive la société libérée ! Mort au terrorisme d'État ! Liberté pour les trois du banc public* » conclut la revendication.

20/3, Werder/Havel (Allemagne).
Dans le Brandebourg, trois yachts entreposés dans l'enceinte portuaire sont volontairement incendiés dans la nuit, deux autres endommagés. Près de 360.000 euros de dégâts.

21/3, Paderborn (Allemagne).
En Rhénanie du Nord-Westphalie, le transformateur d'une antenne de téléphonie mobile est incendiée vers 5h à l'aide de pneus.

21/3, Leipzig (Allemagne).
En Saxe, une voiture de l'entreprise *PKE*, qui fabrique des technologies de sécurité pour les prisons, part en fumée dans la nuit. « *Nos salutations vont donc à toutes les personnes qui sont derrière les barreaux ou qui ont réussi à*

s'évader» dit notamment la revendication.

22/3, Saint-Martin-lez-Tatinghem (France). Dans le Nord, une antenne de téléphonie-mobile d'*Orange* et *Free* installée deux semaines plus tôt s'écrase au sol au cours de la nuit. L'opérateur estime que la base de l'équipement avait été préalablement déboulonnée, vu que le vent ne soufflait pas particulièrement fort ce soir-là.

22/3, Hambourg (Allemagne). Dans le quartier Eimsbüttel, la voiture d'un douanier part en fumée dans la nuit. « *Feu à celles et ceux qui maintiennent le pouvoir. Amour et liberté pour les personnes en lutte aux frontières et dans les prisons* » conclut la revendication.

22/3, Bram (France). Dans l'Aude, le sabotage de câbles de fibre optique (arrachés et sectionnés) prive la commune d'internet et de téléphonie pendant plusieurs jours. Plusieurs arrestations suite à des balances.

23/3, Paita (France). Dans la colonie de Nouvelle-Calédonie, de nombreuses vitres de l'aéroport international de la Tontouta sont fracassées, mais aussi celles de plusieurs voitures de la Douane et d'une quarantaine de voitures de location. Sept arrestations.

23/3, Bristol (Angleterre). Juste après la déclaration de l'état d'urgence, les flics du quartier de Southmead sont caillassés par les jeunes qu'ils harcèlent et deux fourgons du supermarché *Iceland* sont pillés puis incendiés. Même sort à

lentement possible, par être *définitivement* immunisée pour qu'il cesse de se propager en ne trouvant plus d'hôtes (ce qui est une hypothèse très relative, vue que la durée de vie des anticorps contre le covid-19 semble courte, conduisant plutôt à envisager une série de vagues infectieuses). Et si cela n'arrive pas, l'État compte gérer son troupeau avec le même type de mesures drastiques jusqu'à l'arrivée promise pour 2021 d'un futur éventuel vaccin (ce qui revient, soit dit en passant, à inoculer artificiellement une partie de virus, sans garantie que les anticorps perdureront assez longtemps ou que l'original ne mutera pas).

Du premier confinement initial par la peur et la servitude volontaire jusqu'aux déconfinements par algorithmes en blouse blanche, avec plusieurs allers-retours, on est très loin d'être sortis de l'auberge. Pour échapper à la statistique des grands nombres, peut-être faudrait-il commencer par renverser la table sans rien attendre du pouvoir, et ne plus se comporter comme un troupeau qui se considère vivant juste parce qu'il n'est pas mort.

Vivre. Tout était déjà là, et tout s'accélère. Que signifie respirer dans un monde bâti sur des fleuves de sang, de souffrances, de misères, de guerres et d'empoisonnement généralisé du vivant. Mort lente ou mort rapide. Vie en sursis et fade survie partout. « *Vous ne pouvez pas nous tuer, parce que nous sommes déjà morts* ». Révolte kabyle, militaires en face, 2001, début du millénaire. « *Ils nous ont tellement pris, qu'ils nous ont même dérobé la peur.* » Soulèvement chilien, 2019, militaires en face, vingt ans plus tard. C'était avant. Lorsque quelque chose de visible, de palpable et d'attaquable nous faisait face. Pas une dose radioactive ou un micro-organisme. Et pourtant, les rapports sociaux auraient-ils magiquement disparus avec ce Covid-19 qui n'est pas une catastrophe naturelle ? Meurt-on globalement de ce nouveau virus ou du monde qui le génère tout en permettant sa prolifération rapide sur toute la planète : déforestation massive, métropolisation et concentration urbaine, nourriture industrielle standardisée, ingestion à haute dose de chimie pharmaceutique, empoisonnement sans précédent de la terre, de l'eau et de l'air, hypermobilité, etc. ? Sortir pour tout arrêter plutôt que de contempler le désastre derrière un écran est alors bien le minimum si on souhaite un monde totalement différent. Plutôt vivre en liberté que mourir confinés. La révolte, c'est la vie.



| Entrer dans la danse |

Partons des faits. Le confinement imposé par les États repose non seulement sur la discipline citoyenne et le quadrillage répressif, mais également sur ce qui permet une continuité. Ainsi, le travail peut continuer, mais sous forme de télétravail ; un certain niveau de divertissement peut être garanti, mais uniquement sous forme de séries, films, jeux, socialité digitale ; le fonctionnement administratif peut continuer, mais là-aussi sous forme des nombreux espaces-clients, formulaires en ligne, données à traiter. Le confinement prend donc aussi appui sur la virtualisation d'une grande partie de la vie. Cette période d'expérimentation économique et sociale permettra sans doute de dépasser en vitesse et au nom de l'urgence bon nombre d'obstacles sur le chemin vers une numérisation totale.

Devant la marche inexorable du progrès avec son lot de catastrophes, dévastations et pollutions, la méfiance qu'il génère ne se laisse pas facilement désamorcer par les incitations, désormais incessantes, du pouvoir à prendre soin de la planète, à trier ses déchets, à limiter l'empreinte carbone de l'activité humaine, à déployer des technologies pour remédier au désastre industriel. Ce genre de méfiance qui naît aussi de la désillusion ne s'appuie pas seulement sur des analyses rationnelles, mais vient aussi du ressenti, de l'instinct, de la peur, du désarroi. Les Lumières nous avaient appris à opposer radicalement ces deux domaines, celui du rationnel et de l'irrationnel, pourtant à part égale constitutifs de la conscience humaine. Enfants de la Raison, nous avons du mal à donner une place à ce qui échappe à la compréhension cartésienne, à ce qui ne répond pas à ses règles rigides. Au fond de nous, et malgré les paroxysmes de l'atrocité de la Raison (Auschwitz et Hiroshima, par exemple) nous croyons toujours qu'elle libère, et que l'illogique et l'irrationnel sont forcément vecteurs de soumission.

En plein confinement, des appels virtuels mettant en lien propagation du covid19 –cette maladie infec-

Weston pour deux camions pillés puis cramé du supermarché *Asda*.

24/3, Athènes (Grèce).

Revdication de quatre attaques incendiaires contre des domiciles privés, menées par les *Equipes anarchistes de visite nocturne* :

- Contre le domicile du journaliste Manolis Asariotis, scribe fidèle du pouvoir et des flics contre les anarchistes, les immigrés, les exclus.

- Contre le domicile du politicien fasciste Thanos Tsimeros, qui se distingue avec des discours xénophobes contre les immigrés où il crache aussi sur des assassinés comme Alexis Grigoropoulos (2008, par les flics) ou Pavlos Fyssas (2013, par des fascistes).

- Contre le domicile de la journaliste Ioanna Mandrou de la chaîne SKAI, proche de la droite dure du parti *Nea Demokratia*, toujours prête à calomnier les immigrés, les anarchistes ou des prisonniers (comme lors de la grève de la faim de Dimitris Koufontinas, prisonnier de l'organisation armée 17 Novembre)

- Contre le domicile du policier retraité Manolis Themelis, militant fasciste actif, qui fait aujourd'hui la loi dans le quartier de Nea Philadelphia. Il a fait carrière dans le commissariat d'Omonia, malfamé pour les pratiques de torture systématiques.

« *Les rapports capitalistes sont aussi constitués de gens qui, en jouant un rôle social, économique, politique, en font partie intégrale. Ils sont une des nombreuses manifestations de la barbarie capitaliste, deviennent son corps et sa voix, ses yeux et ses oreilles, l'arme qui nous cible et sa propagande* » précise notamment la revdication.

25/3, Heilbad Heiligenstadt (Allemagne).

En Thuringe, des inconnus sortent d'une voiture en marche

pour balancer un pavé de 10 cm qui a éclaté la baie vitrée de la permanence du politicien d'extrême-droite de l'AfD Björn Höcke.

25/3, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Neukölln, le restaurant *Steakhaus Torero*, qui accueille régulièrement les fachos de l'AfD pour leurs réunions, s'est fait détruire plusieurs vitres au petit matin. « *Il est important en ce moment même de continuer à sortir, à garder les yeux ouverts et d'attaquer les fascistes et leurs lieux chaque fois que c'est nécessaire* » précise notamment la revendication.

27/3, Lage (Allemagne).

En Basse-Saxe, de grosses aérations volontaires sont effectuées de nuit dans les baies vitrées du bureau de la Fédération du district Detmold du parti d'extrême-droite AfD. La revendication précise notamment : « *En cette période de crises pandémiques, le petit groupe reste toujours une option. Ne vous perdez pas dans les flux d'internet ! Cherchez des moyens d'agir, car la merde continue !* »

AVRIL 2020

1/4, Baugé-en-Anjou (France).

Dans le Maine-et-Loire, une voiture de la police municipale part en fumée à 22h. Deux condamnations immédiates (deux ans de prison dont un avec sursis, et un an dont quatre mois fermes).

1/4, Madrid (Espagne).

Dans le quartier de Vallekas, les vitrines d'une agence immobilière sont défoncées dans la nuit « *À la misère d'avant, il faut ajouter la misère que vient provoquer la crise du covid-19* » précise notamment la revendication, qui conclut par

teuse inhérente à notre civilisation de concentration démographique– et nuisance des ondes électromagnétiques émises par les antennes-relais 5G, ont donné lieu à une avalanche de sabotages incendiaires d'abord au Royaume-Uni (une cinquantaine d'antennes détruites en dix jours), puis aux Pays-Bas (une vingtaine), et qui sait encore où. Outre-Manche, des ingénieurs et des ouvriers qui procèdent à des réparations ou à l'installation de nouvelles structures ont été insultés, chassés, agressés à de nombreuses reprises. Une certaine frayeur s'est même emparée des entreprises de télécommunication, qui ont décidé de censurer ce genre d'appels farfelus qui pullulent pourtant dans tous les autres domaines, et ont lancé sur le champ une vaste campagne afin de rassurer les consommateurs sur les dangers « inexistants » de la 5G et autres ondes cancérigènes. Le martèlement est incessant : ces incendies sont le fait de complotistes, ou au minimum de technophobes obscurantistes. Que de mépris paternaliste pour ces pauvres gens qui ne comprennent rien à rien et sont manipulés par toutes les fausses informations qui ne viennent pas de l'État, comme à l'époque de l'atroce tendresse liée à la diffusion de cette photographie d'un autochtone d'Amazonie tirant ses flèches contre un avion qui le survolait. Nous ne doutons pas que ce paternalisme ne tardera pas à se transformer en réaction agressive et brutale du pouvoir si ce « phénomène » d'incendies d'antennes de téléphonie mobile venait à prendre plus d'ampleur, à l'instar du sort réservé aux populations bien sûr arriérées qui persistent à combattre les doux bienfaits de la civilisation moderne.

Si le covid-19 se répand par voie respiratoire (ce qui n'exclut pas un lien, comme cela a été avancé par plusieurs études, avec les particules fines faisant fonction de véhicules pour la propagation du virus, et encore moins un lien avec un certain modèle de civilisation), il semble pour le moins absurde de soutenir que les ondes électromagnétiques puissent renforcer sa propagation de quelque manière que ce soit. Mais comme souvent, les « rumeurs » marchent également avec ce qu'on perçoit de la « réalité » : est-il si absurde d'affirmer que les ondes nuisent au système immunitaire humain, à l'instar des dioxines, des toxicités industrielles, de la nourriture empoisonnée ? Les épidémies virales de ce type ne sont pas des « phénomènes naturels » : elles émergent avec la concentration démographique,

la déforestation massive, la vitesse de circulation des humains et la domestication animale. Au cours de l'histoire humaine, elles ont régulièrement fauché des couches entières de la population et ont presque toujours démontré une résilience importante face à toute tentative de gestion centralisée (assez logique, vu que la centralisation fait partie de la cause de l'émergence de virus). Il semble même que des civilisations entières aient disparu à cause de telles épidémies virales, comme en Basse-Mésopotamie ou plus récemment avec l'anéantissement de populations autochtones en Amérique du Nord, non-immunisées contre des virus apparus dans la civilisation urbaine européenne.

Le problème de la « rumeur » est qu'elle échappe à toute règle de la vérification rationnelle, devenue au fil des cinq derniers siècles la seule approche plus ou moins acceptée de la réalité, car soumise à une méthode universellement valable. Si cette universalité peut déjà faire en soi l'objet de critiques, il est en plus évident qu'aucune « méthode » ne peut saisir la totalité de la réalité (y compris celle de l'expérience humaine), et qu'il ne peut s'agir que d'un simple outil, défaillant et toujours provisoire. L'édification de la méthode scientifique, basée sur les axiomes de la Raison seuls à même d'énoncer la vérité, est à la base de ce monde qui a fait de la dévastation et de l'artificialisation le pouls de la vie. S'ouvrir à d'autres méthodes, d'autres approches de la réalité ne signifie donc pas forcément tomber dans « l'obscurantisme », mais se rendre compte de l'immensité de la conscience humaine.

Il est vrai que « l'irrationalité » peut faire peur. Elle a engendré bien des massacres, mais on ne peut pas dire que l'autre moitié de son binôme, la rationalité, puisse se vanter de ne pas en avoir fait autant. S'il était par exemple assez commun dans certaines contrées européennes du Moyen-Age d'expulser et de massacrer les juifs de la cité au moment d'une épidémie, en déchaînant et en exacerbant tous les préjugés antisémites antérieurs à ces pics de maladie, une vision « irrationnelle » de l'Apocalypse a également mis en branle des paysans millénaristes contre le monde existant afin d'instaurer l'Age d'Or, ce qui se traduit par la suppression massive et systématique de tout ce qui représentait le Mammon, l'accaparement, c'est-à-dire le pouvoir terrestre. Dans un autre ordre d'idée et avec une même vigueur, des pay-

«*Pour la contagion de la révolte !
Vive l'anarchie !*».

1/4, Amiens (France).

Dans la Somme en plein couvre-feu, 5 voitures du SPIP (*service pénitentiaire d'insertion et de probation*) et 2 fourgons de transfert des prisonniers sont incendiés vers 3h30 juste en face de la prison. Un fenêtrage des bureaux du SPIP et du PREJ (chargé des baluchonnages) est également brisé puis un incendie allumé à l'intérieur, mais ce dernier fait long feu. Un énorme tag sur le mur du parking précise : « *Crève la justice, crève la taule, crève l'Etat et crève (A)* »

1/4, Cayenne (France).

Dans la colonie de Guyane, une mutinerie éclate vers 8h30 dans la prison de Rémire-Montjoly. Plusieurs cellules de l'aile n°3 sont incendiées par la centaine de mutins après que des clés aient été dérobées à un maton pour ouvrir les cages, du matériel de sécurité est détruit et plusieurs prisonniers montent sur le toit.

1/4, Le Havre (France).

En Normandie, des personnes déconfinées sectionnent les câbles du réseau de fibre optique, ce qui entraîne des coupures de connexions téléphoniques et internet. Selon *Orange*, « *1,5 km de fibre optique sont à réparer* ». L'entreprise précise également avoir constaté des sabotages identiques à Bordeaux, en Charente, en Moselle ou encore dans la région Hauts-de-France.

1/4, Berlin (Allemagne).

La voiture d'une adhérente du parti d'extrême-droite AfD est incendiée dans le quartier de

Falkenberg. Cette attaque a été revendiquée par des groupes autonomes (AG), qui précisent notamment « *Même en ces temps de Coronavirus et de villes désertes, nous sommes pour continuer nos projets ou les mener à leur terme.* »

avril, Royaume-Uni.

Vague de sabotages contre des antennes-relais, tous réalisés par des inconnus et pour leurs propres raisons, que l'Etat et ses porte-parole médiatiques attribueront à la rumeur liant 5G et propagation du covid-19.

Le 2 avril à Birmingham, une antenne 5G gérée par l'opérateur *EE* est livrée aux flammes peu après 20h. Le 3 avril à Melling (Liverpool), un pylône 5G est incendié vers 23h à proximité de l'autoroute M57. Au même moment, au sud de Liverpool, le feu est mis à une autre antenne-relais située à proximité de la station de métro Tesco. Le 3 avril à Belfast, en Irlande du Nord, une antenne-relais 5G est également incendiée.

Quelques jours plus tard, on apprend qu'en l'espace de 24h le réseau de téléphonie mobile *Vodafone* a fait l'objet de quatre attaques, ce qui porte alors à 20 le nombre d'incidents à travers le pays en une semaine, dont des incendies, des tentatives d'incendie, des dégradations volontaires et vandalisme. Mi-avril, c'est une cinquantaine d'attaques qui étaient officiellement recensées à travers tout le pays.

avril, Pays-Bas.

Vague de sabotages incendiaires contre des antennes-relais.

Le premier semble dater du 5 avril le long de l'autoroute A67, près de Liessel, où un tag « *Fuck 5G* » est aussi retrouvé à côté.

sans russes se sont lancés au 18e siècle à l'assaut d'un Empire tsariste qui a mis plusieurs années à mater cette vaste révolte, notamment à la suite du cosaque déclassé Pougatchev, perçu comme le Tsar véritable qui allait enfin restaurer le règne de la justice terrestre. Si la raison a pu être un moteur d'atrocités comme de révoltes, « l'irrationnel » a pu tout autant l'être, et non sans certains élans de justice et de liberté.

Saluer les dizaines d'attaques anonymes actuelles contre les antennes 5G (d'ailleurs bien souvent des 4G !) parce que cela a du sens en soi, ne signifie ni cautionner ce complotisme de bazar qui cherchera toujours midi à quatorze heures, et encore moins applaudir un nouveau millénarisme luddite ou surfer sur la vague d'une contestation à la mode. Par contre, il serait peut-être temps de réfléchir à ce qu'une opposition à la technologisation du monde peut aussi impliquer de conservateur ou d'irrationnel. Serions-nous trop attachés aux valeurs des Lumières pour accepter que les expressions de la détresse comme de l'espoir humain ne rentrent pas toujours dans les cases de la raison ? Opposerions-nous une fermeture hermétique à ce qui attaque ce monde mais peut aussi échapper à *notre* compréhension et sensibilité ?

Une autre possibilité existe, incertaine et sans garanties de lendemains qui chantent : *c'est celle d'entrer dans la danse non pas en partant des autres, mais avec ce que nous sommes, ce que nous pensons, ressentons, et désirons nous-mêmes.* C'est la possibilité d'élargir, d'approfondir et de répandre ces sabotages ; c'est celle de pousser plus loin l'attaque contre d'autres chaînes technologiques. Et si, en passant, chacun pouvait un peu se défaire du lest d'un patrimoine par trop exclusivement rationnel qui écrase mauvaises passions, rêves et folies sous des montagnes de calculs, on pourra peut-être aussi trouver d'autres approches de la réalité, comme autant d'expressions inattendues d'une conscience construite différemment. En tout cas, ces dernières ne seront pas de trop pour persévérer dans le long combat contre ce monde de cages technologiques. Un vieil anarchiste ne disait-il pas d'ailleurs que mêmes les révolutions sont faites de trois quarts de fantaisie et d'un quart de réalité ?



| Notes sur l'autogestion |

Orphelins de l'échec historique de la perspective révolutionnaire de l'autogestion de la production et de la société qui avait tant animé mouvements et insurrections au cours des 150 dernières années, la plupart d'entre nous préfère en général éluder la fameuse question de la transformation révolutionnaire, en comptant – non sans raisons – sur le fait qu'elle ne se posera que dans le feu de l'action, et que la créativité révolutionnaire de masses en pleine révolte s'exprimera également en tout transformant. Pour celui qui écrit, c'est donc un exercice difficile de ne pas simplement me contenter de souligner les lacunes de certaines approches caricaturales en la matière, parce que s'il ne m'intéresse pas de m'aventurer dans une quelconque prophétie sur ce que pourrait être une société anarchiste, je le suis par contre pour entamer le débat à partir du monde d'aujourd'hui.



DÉBLAYER LE TERRAIN DU DÉBAT

Voici donc un débat épineux, surtout parce qu'il entend non pas évoquer une projectualité à court ou moyen terme, mais sur une durée plus longue : le processus révolutionnaire, le projet d'un monde nouveau qui vise la transformation inédite des rapports existants. Ce débat devient encore un peu plus compliqué lorsqu'on utilise un florilège de concepts qui servent parfois plus de cache-sexe que de clarification, et qui sont forcément posés en faisant, dans une certaine mesure, abstraction des contextes concrets d'où ils émergent. Avant de tenter une ébauche d'approfondissement, tentons donc d'abord de démêler un peu les termes du débat sur l'autogestion tels qu'ils se présentent aujourd'hui.

Le premier clivage, la double face de Janus qui hante nombre de révolutionnaires si on veut, est le rapport entre destruction et construction. C'est là où les différentes sensibilités prennent souvent le chemin à rebours. Comme notre rêve, notre idée de révolution, est la réalisation d'une société nouvelle basée sur des rapports libres

Le 11 avril, on apprend que ce ne sont pas moins d'une quinzaine d'antennes de téléphonie mobile qui sont parties en flammes à travers tout le pays : Groningen, Dronten, Almere (2x), Rotterdam, Beesd, Oudenbosch (2x), Tilburg, Nuenen, Veldhoven (2x), Neerkant.

3/4, Leffrinckoucke (France). Dans le Nord en plein après-midi, un câble du réseau de fibre optique d'*Orange* est saboté. En pleine période de confinement, plusieurs quartiers de la ville ont de fait été privés d'internet, de téléphone et de télévision. Deux jours plus tard, le réseau était toujours muet.

3/4, Mandres-en-Barrois (France). En Meuse, l'antenne-relais SFR et Bouygues est sabotée à hauteur de son compteur après que le grillage ait été découpé. Le téléphone mobile et internet sont coupés aux alentours.

4-6/4, Munich (Allemagne). En Bavière, deux trotinettes électriques sont incendiées dans le quartier Freimann le 4, une autre subit le même sort le 6 en plein après-midi.

5/4, Leipzig (Allemagne). En Saxe, une grosse pelleteuse est incendiée dans la nuit sur un chantier du quartier de Connewitz

5/4, Lisbonne (Portugal). En fin d'après-midi en plein état d'urgence, un inconnu a lancé deux molotovs sur le Parlement, qui ont atterri sur ses marches.

6/4, Berlin (Allemagne). Dans le quartier de Schöneberg, la Jaguar du trésorier du parti d'extrême-droite AfD,

Frank-Christian Hansel, est entièrement calcinée dans la nuit. «*Merci pour ta limousine de luxe, Hansel sale connard !*», conclut la revendication.

6/4, La Spezia (Italie).
En Ligurie, une antenne de téléphonie mobile des opérateurs *Telecom* et *WindTre* est incendiée dans la nuit. Le feu a également touché les équipements enfermés dans le bâtiment adjacent.

7/4, Cayenne (France).
Dans la colonie de Guyane, le distributeur de billets de *La Poste* du quartier de Cabassou est réduit en miettes.

7/4, Weimar (Allemagne).
En Thuringe, les bureaux du promoteur immobilier *Engel-und Völkers* perdent leurs vitres dans la nuit. «*Notre attaque a ciblé la politique des loyers, la gentrification, l'aliénation et l'autorité.*» précise la revendication.

8/4, Brême (Allemagne).
Les locaux du cabinet d'architectes *GSP (Gerlach Schneider und Partner Architekten)*, qui ont notamment participé à la rénovation des prisons de Brême et de Tegel à Berlin, sont visités dans la nuit : bureaux trashés et vitres brisées. «*Nous détestons autant les prisons que les méthodes technologiques de surveillance et de contrôle plus modernes. Nous continuerons à sortir dans les rues et à attaquer ceux qui travaillent à l'amélioration des systèmes de contrôle de l'État. Contre l'État et son appareil de violence ! Rasons les prisons !*» dit notamment la revendication, solidaire avec différents compagnons et compagnonnes incarcérés à

et en réciprocité, on en vient à se dire qu'en contribuant à faire émerger un semblant de nouveaux rapports, cela ne peut que nous rapprocher d'un bouleversement de la société. Car, et cet argument n'est pas sans fondement, on ne peut pas espérer voir émerger une société d'individus libres en partant des rapports d'exploitation et de domination qui règnent aujourd'hui : en gros, il faut une prise de conscience, une sensibilité aiguisée et différente, pour que puisse naître une société différente. Cette approche expérimentatrice d'une révolution progressive sans rupture a généralement tendance à exclure la question de la destruction en la renvoyant aux calendes grecques, l'imaginant certes comme un possible passage un peu douloureux et lointain, mais sans trop de sang et de boue. Sur le versant opposé, on trouve à l'inverse des partisans de la destruction sans lendemain. Eux, oui, saisissent la nécessité absolue de la destruction et s'y attellent tant bien que mal. Ils refusent les divagations sur les lendemains qui chantent comme sur toute hypothèse révolutionnaire, en insistant sur la volonté et sur le choix individuel, tout en finissant parfois par tomber – même en proclamant leur amoralisme censé résoudre le problème de la destruction et de la souffrance qu'elle engendre, et pas que chez l'ennemi – dans un moralisme qui peut devenir aveugle aux conditions de la réalité.

Le deuxième clivage se situe autour d'une question assez profonde : celle de la soi-disant nature humaine. D'un côté, il y a les descendants de l'optimisme historique hérité de la Renaissance et des Lumières, désormais liée à la vision moderne du progrès. Pas après pas, l'humanité avancerait vers le bien-être et la liberté, vers le règne de l'abondance et la fin des souffrances. L'eschatologie profondément religieuse n'est pas compliquée à déceler, et tout aussi farfelue qu'elle puisse paraître, elle n'a pas manqué d'inspirer des mouvements révolutionnaires qui ont fait trembler les puissants. Qu'on pense aux paysans millénaristes qui ont mis à feu et à sac l'Europe féodale, avec un pathos incomparable qui leur procurait une force plus puissante que celle des armées disciplinées, pour faire aboutir l'histoire et advenir l'Âge d'Or. Sans même parler de la Renaissance, qui a également nourri en miroir un irrationalisme ayant voulu mettre des prophéties rationnelles ici et maintenant en pratique. L'homme est-il bon ou mauvais par nature ? Qu'est-ce que pourrait bien vouloir dire, en anticipant la réponse des plus lucides, aller au-delà du bien et du mal ? A un

extrême, ceux qui le considèrent bon, en mettant sa brutalité, son abrutissement ou ses atrocités sur le compte de conditions extérieures, ont tendance à imaginer la société anarchiste sous forme d'harmonie des intérêts et des besoins. Non sans raison, d'autres ont répondu que leur vision puait le monastère, vu le nécessaire aplatissement individuel pour atteindre une certaine harmonie collective. A l'autre extrême, chez ceux qui le considèrent mauvais en soulignant sa responsabilité dans les atrocités qu'il commet, leur vision du monde futur – lorsqu'ils en ont une – ressemble à une sorte de jungle, où la liberté du loup s'affronterait avec celle d'autres loups. Une sorte de guerre permanente, même si cela est contredit par plus ou moins l'ensemble du monde animal, qui lui, en général, n'a pas bâti de civilisations. En gros, ce serait une sorte de Mad Max où le sang coule à flots.

Si on ne s'efforce pas de comprendre d'où vient cette notion morale et culturelle de bien et de mal – que tous les civilisés, sans exception, ont en eux, jusqu'aux pires tortionnaires –, on n'a aucune chance de pouvoir rêver un peu d'une société nouvelle où cette notion sera transformée et dépassée. Dans les études anarchistes du passé, ce n'est pas un hasard si beaucoup sont allés puiser de l'inspiration dans le monde animal et chez les peuples dits « primitifs » ou « archaïques » tels qu'ils étaient alors décrits par les premiers anthropologues et géographes : au-delà des fantasmes de l'époque, la diversité inouïe des formes d'auto-organisation et de cosmos permettait au moins de relativiser toute thèse absolue sur la nature humaine, ainsi que sur son fameux développement « naturel » et « progressif ». Cela permettait de considérer que rien n'est inné dans l'individu singulier, pas même la notion de bien et de mal, ou en tout cas, certainement pas de façon uniforme et univoque puisque fruit de constructions. De même, si on prend un peu de recul, on ne peut nier de devant nos yeux, et cela depuis quelques siècles bien documentés, on est face à des êtres humains capables du pire, y compris de laisser sans le combattre leur système social détruire de façon irréversible le milieu qui leur permet de vivre.

Si on rejette toute conception de l'humain qui lui octroie des valeurs innées (dans le bien comme dans le mal qui traversent chacun), on ne peut éviter de toucher la question de la conscience, c'est-à-dire la capacité à distinguer entre le bien et le mal sur la base d'observations, de réflexions, de son entourage, d'expériences, de rêves et de

Hambourg (les Trois du banc public), en Espagne (Lisa), mais aussi avec les 18 de Bâle et tous les prisonniers.

8/4, Bouguenais-les-Couëts (France).

En Loire-Atlantique au sud de Nantes, les vitres de deux agences immobilières (Stephane Plaza et Blandieau immobilier), ainsi que celles de l'opticien Atol, sont brisées et taguées d'un (A). Une personne en vélo poursuivie par une patrouille a réussi à échapper à ses poursuivants.

8/4, Mesves-sur-Loire (France).

Dans la Nièvre, un gros câble de fibre optique *Orange* situé dans une chambre de tirage téléphonique est incendié sur le coup de midi. Internet est coupé sur la commune, rendant impossible pendant au moins deux jours le télétravail et l'école à distance. Un mineur est arrêté.

8/4, Issy-les-Moulineaux (France).

Dans les Hauts-de-Seine, trois foyers d'incendie sont allumés vers 2h du matin sur le chantier de la future gare qui accueillera la ligne 15 du métro, faisant partie du projet *Grand Paris Express* (GPE). Le chantier était à l'arrêt suite au confinement, du matériel stocké a été endommagé.

10/4, Massy-Wissous (France).

En Essonne, sept câbles de fibre optique sont sectionnés dans la nuit, coupant 1300 clients d'internet et de téléphone, dont plusieurs institutions comme le commissariat de Massy, les mairies de Massy et de Wissous, des banques, des entreprises. Près de 1,5 km de câbles sont à changer selon *Orange* qui attribue ce sabotage à des

voleurs de cuivre, ce qu'on ne saura jamais, puisque les inconnus ont coupé puis sont partis.

10/4, Salins-les-Bains (France). Dans le Jura, deux pylônes des opérateurs *Orange* et *SFR* situés à quelques dizaines de mètres de distance sont incendiés dans la nuit en haut du Mont-Poupet. L'incendie des câbles sur 50 mètres de hauteur a privé d'internet et de téléphonie mobile pendant plusieurs jours de nombreuses communes de la région comme Myon, Pessans, Lizine, Aiglepierre, Ivrey, Saint-Thiébaud et Salins-les-Bains.

11/4, Bruxelles (Belgique). Dans la commune d'Anderlecht, des émeutes éclatent en plein confinement suite à la mort d'Adil, renversé par la police lors d'une course-poursuite. Les affrontements se produisent dans tout le quartier, avec pierres et molotovs contre les forces de police massivement déployées (y compris avec un blindé anti-barricade, l'hélicoptère et des canons à eau). Un fourgon de police est saccagé et pillé : une arme est dérobée. D'autres véhicules de police sont endommagés par des jets de pierres, un pilote d'hélicoptère ébloui par un faisceau laser. La répression est particulièrement brutale. Le soir, de nouveaux heurts éclatent, cette fois en partie dans le noir suite à des actes de sabotage de l'éclairage. Le commissariat d'Anderlecht est caillassé, celui de Saint-Gilles se prend des molotovs. Plusieurs véhicules sont incendiés au cours de la nuit, dont un utilitaire de l'entreprise d'énergie *Engie*. La veille, des véhicules et des poubelles avaient également

folies. Soulignons immédiatement que, contrairement à ce que l'héritage des Lumières voudrait nous faire croire, la conscience humaine n'est pas la seule affaire de la raison : elle se constitue également, et peut-être même de façon encore totalement inconnue, avec des impulsions irrationnelles. La capacité du cerveau en témoigne : en éveil, la raison travaille, analyse, ordonne, synthétise. Endormi, le cerveau produit des images fantastiques, douces et cruelles, angoissées et jouissives. Est-ce que la conscience respecte cette frontière entre l'éveil et le rêve que notre raison trace impitoyablement ?

La prise de conscience, un problème qui occupe nombre de révolutionnaires – ne serait-ce que pour comprendre sa propre tension avant de saisir celle qui pourrait animer d'autres individus – ne suit aucun chemin rectiligne. Elle n'est pas programmable, et en même temps elle n'est pas non plus simplement le fruit du hasard. Des facteurs analysables et des facteurs inconnus s'y disputent une partie féroce. Parmi les facteurs analysables, il y a la capacité de compréhension qu'on attribue en général à la « culture », c'est-à-dire aux connaissances. La compréhension des phénomènes météorologiques permet par exemple une prise de conscience qu'il n'existe pas un être invisible en train d'orchestrer les tempêtes et le beau temps. Mais la connaissance n'est pas qu'un facteur de « libération » : toutes les inventions modernes, des camps d'extermination jusqu'à la centrale nucléaire, sont là devant nous comme d'immenses monuments à l'atrocité de la raison. Parmi les facteurs méconnus, inconnus, se trouve tout ce qui échappe à la quantification et a trait au ressenti, au désir, au pathos. Quel est cet impératif catégorique de justice qui me pousse à agir pour frapper l'opresseur ? Certains nieront peut-être son existence et s'imaginent que leur agir est exclusivement déterminé par une analyse des rapports d'exploitation (ce qui, soit dit en passant, pourrait nous lancer sur une piste du pourquoi des révolutionnaires ont fini par instaurer une terreur systématique), mais je sens qu'au-delà de toute analyse, de toute compréhension, de toute accumulation de connaissances de faits et de méfaits des oppresseurs, ce n'est pas uniquement le cerveau qui guide ma main, c'est aussi le cœur. Et là, on entre dans un règne où les ténèbres se font plus épaisses.

Un des points de référence qu'on pourrait peut-être avoir, très fragile et incertain, est alors que *l'expérience directe influence largement la conscience* – ce qui ne revient pas pour autant à dire que l'expérience de la souffrance

france engendre la disponibilité à annihiler l'opresseur. Sans devenir des programmateurs de l'expérience d'autrui comme les autoritaires, nous pouvons donc faire un pari, un peu hasardeux si l'on veut, que dans des conditions différentes, une conscience différente a plus d'élan, plus de possibilités pour s'épanouir. C'est, si l'on veut, la « justification » pour toutes les luttes partielles, inachevées, incomplètes qu'on peut mener : même si elles n'aboutissent pas à leur conclusion insurrectionnelle, elles créent des conditions qui favorisent une conscience différente. Le leurre, bien sûr, serait de considérer ce processus comme une accumulation et non pas comme une dynamique qui peut tout autant reculer qu'avancer, car il n'existe jamais de linéarité progressive absolue. Ce qu'on peut retenir de ces luttes, c'est l'occasion qu'elles offrent pour faire l'expérience, éphémère, de la qualité, de l'intégrité, de l'union entre la pensée et l'action. Ce genre d'expérience peut alors changer nos vies, tout comme on peut l'enterrer dans une de ces caves profondes du cerveau humain et ne plus jamais soulever le couvercle qu'on a mis dessus.

Le troisième clivage, en procédant de façon un peu ordonnée tout en se rendant compte de l'absurdité profonde de séparer ce qui ne peut qu'être pensé ensemble et d'emprunter par souci de compréhension des termes parfois « binaires », est la question de la temporalité, c'est-à-dire de la généralisation de l'autogestion. A partir de quand l'autogestion est-elle possible sans relever du témoignage ou de l'alternative, en sachant que *son expérience est totalement insignifiante voire impossible sinon dans un contexte de généralisation* ? Et là, on ne doit pas se faciliter la chose. Si on y va, si on veut vraiment débattre de l'autogestion, on ne peut pas s'en sortir en se limitant par exemple à parler de la construction d'habitats ou de la production de nourriture. C'est une des tares qu'on a hérité d'un trop plein d'économie politique que de considérer la sphère de la production et de ses échanges, comme la base de tout. Cela a même inspiré toute une vision historique générale qu'on ferait mieux de jeter définitivement à la poubelle : celle qui considère l'évolution humaine uniquement et exclusivement à travers l'économie et ses outils techniques. L'homme des cavernes aurait libéré du temps dédié à la seule survie en façonnant des haches de pierre, réduisant le temps de travail nécessaire à entretenir le feu et permettant de se construire des abris plus résistants : voilà un exemple

été allumés (dont un camion-citerne, vide). Au total, 100 personnes ont été arrêtées lors de ce week-end émeutier.

11/4, Limassol (Chypre).
Une antenne de téléphonie mobile est incendiée dans la nuit.

11/4, Thessalonique (Grèce).
Deux utilitaires d'ELTA (La Poste) sont incendiés pendant la nuit.

12/4, Crest (France).
Dans la Drôme, un *McDonalds* est volontairement incendié vers 3h du matin. Les flammes seraient parties de la façade côté terrasse, avant de se propager à l'intérieur et de faire de gros dégâts.

12/4, Colombes (France).
Dans les Hauts-de-Seine, 11 molotovs pleuvent vers 4h30 sur le parking de la police municipale. Quatre de leurs véhicules sont détruits par un individu muni d'un petit panier, qui a mis moins d'une minute pour achever son œuvre destructrice.

12/4, Agde (France).
Dans l'Hérault, le sabotage d'un nœud de raccordement de fibre optique situé le long d'une route prive une partie de la commune d'internet pendant au moins deux semaines. *Orange* donne quelques détails : tentative d'incendie, portes arrachées, réglettes ADSL arrachées, nombreux câbles sectionnés dans un rayon de 500 m autour de ce nœud de raccordement abonnés (NRA).

13/4, Berlin (Allemagne).
Dans le quartier de Pankow, un mécène du parti d'extrême-droite AfD, Andreas Geithe, perd deux véhicules garés devant

chez lui dans la nuit, suite à un incendie volontaire. «*Nous espérons qu'en ayant détruit ses voitures nous avons rendu sa vie de fasciste un plus difficile*», dit notamment la revendication.

13/4, Lozère (France). Un câble de fibre optique de grande capacité situé à proximité d'une voie ferrée de la SNCF est volontairement sectionné vers 17h. 23.300 clients, dont plus d'un millier d'entreprises, situés dans 73 communes du Gard et de la Lozère sont privés d'internet mais aussi de téléphonie mobile en 3G pendant plus d'une journée.

15/4, Berlin (Allemagne). Le *Groupe Volcan* revendique l'incendie de plusieurs gros câbles électriques et de télécommunication dans le quartier de Charlottenburg, qui alimentaient directement le *Heinrich-Hertz-Institut* (ou *Institut Fraunhofer pour les télécommunications*) qui fait partie des entreprises travaillant actuellement pour le compte de l'Etat à une application de traçage par téléphone portable en lien avec la lutte contre le coronavirus. Les réparations devraient durer au minimum une semaine. Leur revendication précise notamment : «*Nous rejetons la soi-disant Corona-App et avons décidé de prendre des mesures préventives d'action contre elle. (...) Les câbles du réseau de Colt, Telekom et autres opérateurs ont dû être détruits par notre attaque. Le «Heinrich Hertz Institute»(HHI) a été la cible de notre attaque. Nous avons identifié comme ligne d'alimentation du « HHI » le regard ouvert dans lequel de nouveaux câbles étaient posés. L'arrêt à*

de cette conception historique qui nous traverse tous, ou presque. Ou encore, l'avènement de l'agriculture aurait enfin inauguré l'ère de l'abondance, plutôt que celle de la domination (nombre d'éléments indiquent pourtant que ce sont plutôt les chasseurs-cueilleurs, par leur petit nombre, la diversité de leurs ressources et leur nomadisme, qui faisaient vraiment l'expérience de l'abondance). L'outil technique, l'économie, ne précèdent pas la création, les arts, le plaisir, le temps « non-productif ». Parler de future autogestion tout court n'est donc pas possible sans la généraliser à tous les domaines de la vie et de l'expérience humaine, y compris en dehors des rapports sociaux de production, en brisant toute spécialisation et séparation. Imaginer une production autogérée de légumes n'a pas de sens sans s'efforcer de parler également de l'autogestion de la transmission des savoirs (mal nommée « éducation » ou « apprentissage »), de la vie en commun même sous forme de petits groupes, de la sexualité, de l'épanouissement, de la naissance et de la mort, de la santé, etc...



LA DESTRUCTION

Comme prémisses à tout débat sérieux sur l'autogestion, il nous faut à présent affronter la question de la destruction. Tentons de le faire en repartant de la perspective autogestionnaire telle qu'elle nous a été léguée par la tradition révolutionnaire depuis le 19^e siècle, et qui se référait grosso modo à la société divisée en classes. D'un côté les exploités et de l'autre les exploités. Les exploités, par leur appât du gain et leur oppression, accumulaient toujours plus de moyens pour générer encore plus de profits ; tandis que les exploités, tout en produisant la richesse, s'en voyaient toujours plus dépourvus ou n'en recueillaient que les miettes. La transformation révolutionnaire de la société, la fin de l'exploitation et de l'abrutissement des exploités, était alors imaginée comme un énorme transfert, comme une vaste expropriation des moyens possédés par les exploités, au profit de l'ensemble de la collectivité. Étriper le patron, prendre possession des machines et produire en fonction des besoins de tous : voilà en gros ce qui était imaginé, en tout cas comme première étape, une sorte de condition initiale à réaliser pour lancer toute transformation révolutionnaire de la société. Que les uns souhai-

taient y arriver à travers l'éducation progressive de tous les exploités, les autres par l'action insurrectionnelle ou encore par la grève générale expropriatrice, sans même parler de la question de l'État, ne change en fin de compte pas grand-chose à la perspective.

Certains révolutionnaires, surtout parmi les anarchistes, avaient d'ores et déjà mis en garde que les machines étaient hantées par un esprit qui leur est propre, que leur neutralité était apparente, que la production de masse ne stimulait pas l'épanouissement individuel, mais ils étaient minoritaires. Leurs avertissements allaient vite être assimilés par les partisans de la grande réappropriation prolétaire à ces négligeables expériences communautaires d'utopistes qui s'éloignaient souvent de tout conflit direct avec l'État.

Lorsque l'occasion de « tout prendre » s'est enfin présentée, comme en Espagne en 1936, il a été analysé plus tard que tant que la destruction allait de pair avec l'autogestion de la lutte, avec la production autogérée des moyens nécessaires à la transformation révolutionnaire, ce processus pouvait s'épanouir comme un fébrile rêve de printemps. Mais que dès que l'autogestion a cessé de se généraliser pour rester cantonnée à la seule sphère productive, elle est vite devenue une cogestion soumise aux diktats d'un État républicain pas aussi mort que certains l'avaient cru, imposant une exploitation assez similaire à celle des capitalistes, tout en misant plus sur la conviction révolutionnaire que sur l'ancienne férule pour maintenir la cadence. L'économie avait repris ses droits, anéantissant toute conscience différente. Vinrent alors les nouvelles mesures disciplinaires, les punitions, les hiérarchies, les conseillers techniques, la centralisation de la distribution, la priorisation étatique. Non seulement les leaders anarchistes se sont mis dans une position qui ne pouvait que devenir cogestionnaire, en contribuant malgré eux à étouffer l'esprit nouveau de l'autogestion, non seulement ils se sont enivrés de leur victoire inattendue qui les a rendu aveugles à la recomposition en cours de la structure étatique et à l'ascension fulgurante des forces autoritaires, mais ils ont surtout fait ce qu'ils auraient abhorré un an plus tôt, et ce en toute lucidité et rationalité : mettre fin à la *généralisation de l'autogestion de la destruction*. Poussés par les « conditions objectives » de la guerre, ils ont ainsi freiné, dès qu'ils en avaient la force, les groupes armés qui expropriaient et tuaient des ennemis de classe (au prétexte

court terme a également touché d'autres entreprises locales, telles que des concessionnaires tueurs de climat VW, Alfa Romeo, Jeep, Mercedes, Audi, Porsche etc. »

15/4, Toulouse (France).

L'entrée d'une agence bancaire de la *Caisse d'Épargne* est incendiée dans la nuit. « *S'il y a une guerre, c'est bien celle que mène d'insatiables porcs contre le reste de l'humanité. Il n'y aura pas de fin du confinement ni de jour d'après; pas plus qu'il n'y aura de grand soir. Eux s'organisent déjà, n'attendons pas qu'il soit trop tard pour se rebeller! Guerre à la guerre!* » conclut la revendication.

16/4, Villefontaine (France).

En Isère peu avant minuit, une voiture volée est projetée dans le hall d'entrée principal de la mairie avant d'être incendiée, ravageant une partie du bâtiment.

16/4, Villiers-sur-Marne (France).

Dans le Val-de-Marne, le pilote d'un drone policier qui appuyait une opération dans le quartier des Hautes-Noues est touché en plein face par un tir de mortier lancé en scooter et termine à l'hôpital.

17/4, Toul (France).

En Meurthe-et-Moselle, une mutinerie éclate en début de soirée dans la prison d'Ecrouves. Le 3e étage a été bloqué par une quarantaine de mutins, qui ont arraché une grille de séparation, avant de détruire des caméras et d'incendier matelas et détritres. 21 d'entre eux ont été immédiatement transférés vers d'autres taules.

de priorité de la guerre milicienne contre les fascistes), ils ont centralisé la distribution de biens (au prétexte de favoriser une distribution plus équitable), ils ont dépêché conseillers techniques et ingénieurs dans les usines (au prétexte d'augmenter la productivité).

Il peut sembler agaçant de revenir une fois de plus sur l'exemple espagnol, qui plus est sans toucher aux autres aspects qui ont concouru à enterrer l'expérience autogestionnaire. Ce que j'aimerais souligner ici, c'est que ce sont aussi, voire même principalement, les partisans acharnés de l'autogestion qui ont voulu gérer et canaliser le processus chaotique de sa généralisation, la condamnant ainsi à mort. Peut-on honnêtement douter de l'intégrité révolutionnaire et humaine de ces anarchistes ? Peut-être pour certains d'entre eux, mais il serait trop facile de dire que les raisons sont à chercher dans les faiblesses, les petites vanités ou la soif de contrôle de ces derniers. La violence de l'éruption révolutionnaire les aurait balayé sans trop de pitié si cela avait été le cas. Non, je pense qu'ils étaient généralement intègres, mais qu'ils se sont placés dans une position où ils ne pouvaient plus, par la suite, refuser le rôle qui leur revenait : celui de gestionnaires. On voit combien la question de l'autogestion est délicate et problématique : un mot de trop, un geste trop brusque, une programmation trop rigide (avec les meilleures intentions du monde) et elle rebascule immédiatement du côté du vieux monde, sachant que le fait que certains individus disposent d'un énorme pouvoir de décision (autoritaire ou délégué, individuel ou collégial) n'aide pas non plus l'affaire.

Depuis 1936, une partie de la donne a encore changé, profondément changé. D'une société industrielle à production de masse, on est passé à une société hybride, dominée par les technologies, produisant une exploitation différente, mais pas moins férocement abrutissante. Les oppositions

entre exploités et exploités tendent à s'effacer là où le capital peut se le permettre en continuant à garantir ses taux de profits. Chacun devient producteur et consommateur des services de l'autre, les rigidités de classe s'assouplissent. La standardisation de masse est remplacée par une diversité standardisée. Le monde productif est devenu un, tous ses éléments et ses secteurs dont certains pouvaient encore à l'époque de l'essor de l'industrialisme avoir une certaine autonomie, sont désormais reliés, interdépendants. Le monstre invisible a tissé ses fils et sa toile recouvre tout. Tout rapport entre production, valeur d'usage, valeur d'échange est en passe d'être dépassé, détruit, par une domination presque irréaliste (qu'on pense à la prépondérance des échanges financiers dans l'accumulation capitaliste, ou aux « données » comme ressource primaire).

C'est aussi pour cela que la perspective autogestionnaire d'antan est devenue obsolète. Pire encore, elle risque, et elle le fait depuis plusieurs décennies, de suggérer au capital les restructurations souhaitables, en perfectionnant l'exploitation. Le monde des grandes entreprises technologiques ne ressemble en rien au monde des grandes industries du textile d'il y a cent ans. On y cause inventivité plutôt que tradition, respect plutôt que discipline, créativité plutôt que rigidité. Les sollicitations révolutionnaires d'autogestion n'y sont pas étrangères non plus, conduisant même certains théoriciens obtus à entrevoir dans la réorganisation actuelle des entreprises l'avènement d'un communisme productif ! Sous ce vernis de permissivité et d'ouverture, les mêmes ravages, les mêmes destructions, les mêmes lacs de sang. Le capitalisme dévaste le monde qu'il phagocyte toujours plus rapidement, toujours plus violemment.

Certains ont dit que depuis la prolifération des centrales nucléaires, toute perspective révolutionnaire d'autogestion avait été définitivement compromise, car leur

destruction/démantèlement (en tant que structures impossibles à gérer par nous-mêmes) impliquerait forcément une structure autoritaire et un temps de « transition » trop long pour ne pas hypothéquer le processus révolutionnaire. Mais, à bien y réfléchir, cette considération est valable pour l'ensemble de la mégamachine : plus aucun secteur ne peut être détaché du tout, et ses dimensions ne permettent aucune autogestion décentralisée. Une métropole n'est pas autogérable, et même la production de nourriture, peut-être l'exemple le plus classique et le plus facile pour imaginer un modèle autogestionnaire (avec de petites communes librement fédérées), ne peut aujourd'hui être reprise immédiatement en mains sans continuer la pollution, la dévastation, la propagation de toxicités et de maladies. Changer la superficie des terres cultivées ou la méthode est bien sûr possible et imaginable, mais sur des durées pas forcément très courtes et certainement pas pour répondre aux besoins de l'actuelle population mondiale majoritairement concentrée dans des métropoles, ce qui suppose une gigantesque logistique pour y distribuer les denrées.

Au-delà même de ce qu'ont pu auparavant penser certains anarchistes critiques de la machine et de la dépossession, il ne reste en tout cas à présent plus aucun domaine ou presque qui soit immédiatement réappropriable à l'échelle humaine des individus, en toute autonomie et sans signer immédiatement le retour du vieux monde ou de ses rapports. Dans une perspective anti-autoritaire, la question ne peut ainsi plus être l'autogestion de structures existantes dont il aurait suffi de quelques modifications pour les remettre au service de tous : la seule perspective qui reste pour ouvrir la possibilité d'une transformation des rapports sociaux vers la liberté, est la destruction. En terme d'autogestion, si on veut bien conserver ce terme, c'est de ces chemins du négatif qu'il est urgent de

débattre, en échangeant des expériences, en proposant des méthodes ou en en critiquant des aspects, car discuter d'autogestion en dehors de celle de la destruction nécessaire ne revient au final qu'à contribuer dans la pire des hypothèses à une restructuration de la domination.

Destruction, donc, mais là aussi il faut s'entendre et être autant que possible clair sur ce que signifie ce concept lorsqu'on parle de perspective révolutionnaire. Enfonçons une porte ouverte : la destruction n'est pas une joie. Celui qui agit et qui détruit peut bien entendu y trouver de la joie, notamment celle de toucher la qualité. Mais la destruction, vue plus largement au-delà d'une structure particulière, ce sont également des ruines, de la dévastation, de la souffrance et de la mort. Il n'y a pas de destruction « propre », et au fond nous en avons peur. On peut se réfugier derrière des évocations aussi apocalyptiques qu'éloignées de nous, bien à l'abri du fait d'y être plongé, tout comme on peut continuer à se représenter la destruction comme une orgie de jouissances. Selon moi, ce sont des artifices qu'on s'administre à petites doses pour ne pas voir la tâche qui nous –et pas seulement nous–, incombe : celle de pousser la destruction jusqu'à son paroxysme, sachant qu'on y perdra presque sûrement notre âme, ou qu'en tout cas la destruction ne causera pas seulement la mort chez l'ennemi, mais lacérera aussi nos cœurs et nos tripes.

Doit-on vraiment se voiler les yeux devant la signification d'une proposition aussi énorme que celle de la destruction des métropoles ? Est-ce qu'on se l'imagine comme l'exode mythique du peuple juif hors d'Égypte après les dix plaies, soit toute une population qui se sauve bibliquement de la tyrannie pour fonder ailleurs le règne de la justice ? Combien crèveront de faim et de soif, de souffrances et du soleil brûlant, de bagarres et de jalousies meurtrières, de règlements de compte et d'erreurs d'éva-

luation sur la route à prendre, puisque nous refusons tout leader illuminé, même à longue barbe ? Pourtant, c'est bien ce genre de chemin chaotique que nous proposons en parlant de destruction des métropoles.

Arrivés à ce passage du texte, nul doute que les gardiens intérieurs de la raison de chacun sont maintenant aux aguets. Ne peut-on pas procéder autrement, en essayant de faire en sorte qu'il y ait le moins de souffrances possibles ? Ne pourrait-on pas adoucir le choc ? Bien sûr que oui, et la Raison dit : si on s'organise correctement (mais sans autorité, ça va de soi), on pourrait par exemple éviter que les gens ne s'entredévorent pour un quignon de pain. Et la Raison continue : on pourrait garantir l'égalité dans la distribution de pain, car dans notre révolution chacun doit recevoir son pain quotidien. Et puis, faute d'abondance immédiate, mais dans un souci d'équité, il faudrait aussi prendre en compte le besoin en pain de chaque individu, différent de celui de son voisin.

Et voilà, la gestion est revenue en grande pompe, parée de ses plus beaux atours, ceux qui brillent d'une blancheur candide et immaculée, ceux brodés du sceau de l'irrésistible justice et de ses chevaliers servants. Sœur gestion et sœur justice vont donc s'organiser ensemble, coordonner, répartir... canaliser et freiner les ardeurs s'il le faut, finissant au pire par rationaliser, rationner puis ordonner. La Raison commence à se préoccuper de tout cela alors que la destruction ralentit, alors que des décombres surgissent déjà les hordes recomposées de chacals de l'ancien et du nouveau monde. *L'autogestion de la survie plutôt que celle de la destruction ramène inexorablement le héraut de l'autorité au centre de l'attention.* Les conditions pour une généralisation de l'autogestion ne commençaient même pas à pointer leur nez que tout recule, tout retombe, tout revient. Les accapareurs et les prédateurs ne tarderont pas à se manifester et à reconsti-

tuer un nouvel ordre. Chère Raison qui me déchire et me tourmente : *la destruction totale, la destruction poussée jusqu'à son paroxysme est la seule condition qui peut permettre la généralisation de l'autogestion.* Dit autrement, c'est du négatif que surgira le positif, non seulement en *déblayant tout* pour lui faire de la place, mais aussi parce que ce n'est que de l'autogestion même du déblaiement jusqu'à son terme que pourra surgir sa généralisation.



AUTOGESTION DE LA LUTTE

En revenant un peu sur terre pour regarder en face les problèmes concrets de la lutte révolutionnaire, nous pouvons également appliquer le concept de l'autogestion à la lutte que nous menons, même si certains emploieraient plus volontiers celui d'auto-organisation. C'est en apparence une autre discussion, mais elle n'est pas sans lien avec ce qui précède. Partons donc des suggestions que quelques anarchistes ont lancé récemment ici ou là, notamment à partir de la situation de révolte au Chili, mais pourquoi pas aussi à partir des réflexions qui ont circulé concernant une possible issue insurrectionnelle à la pandémie de covid-19.

Si on a bien compris les présupposés de plusieurs compagnons au Chili, ils ont analysé la situation d'octobre-décembre derniers comme une révolte généralisée, permanente, mais qui a raté dans les premières semaines son occasion insurrectionnelle, c'est-à-dire sa tentative d'assaut mortelle contre l'Etat, lorsqu'un vide ou une absence avaient été créés (jusqu'à quel point, cela reste à voir scrupuleusement) et auraient permis à un processus révolutionnaire de commencer. Vu que la révolte n'a pas faibli, au sens où elle a continué à remplir les rues d'émeutiers,

les compagnons se sont posés la question de l'approvisionnement, la question de comment auto-organiser une réponse aux besoins fondamentaux. Partant du présupposé qu'ils se trouvaient alors dans une situation de révolte prolongée, des voix et des tentatives pratiques ont émergé afin de mettre en œuvre des « autonomies territoriales », c'est-à-dire de chasser les représentants de l'État de certaines zones et quartiers, ce qui impliquait la mise en place d'un autre système de distribution de nourriture, d'eau, d'électricité, de soins sanitaires etc.

De telles tentatives sont logiques dans le déroulement d'une lutte aussi intense que celle du Chili. Elles répondent à des questions matérielles qui à leur tour permettent une continuation de la lutte, faisant en cela partie de l'autogestion de cette dernière. Pourtant, les dangers qui planent sur ces tentatives ne sont pas des moindres. Viendra ainsi le moment, plutôt tôt que tard, où ces structures matérielles auto-organisées risquent d'entrer en conflit direct avec la continuité même de la lutte destructive, notamment au niveau répressif. N'importe quelle attaque directe peut par exemple entraîner une réponse féroce de l'État contre ces structures auto-organisées (parce que les auteurs de l'attaque restent inconnus ou parce que ces structures en sont complices et solidaires) : comme celles-ci répondent même précairement à des besoins matériels, ces derniers risquent alors de prendre le dessus sur les besoins des autres activités, surtout si le conflit dure, et de recevoir la priorité. Dans ce cas, ce n'est plus qu'une question de temps avant leur intégration et l'anéantissement de ceux qui la refuseraient.

Un autre danger est que les anarchistes se placent dans une position d'où ils ne pourront plus refuser le rôle qu'on leur octroie. Les mécanismes de la conservation, de la reproduction de l'existant ou de la délégation ne disparaissent pas du jour au lendemain. Dans ce genre de cas où se mêlent

satisfaction de besoins matériels et activité offensive, l'émergence de leaders relève certainement plus de la responsabilité des subordonnés qui réclament un « Batko » ou un « Durutti » pour les guider que de ceux qui se retrouvent dans cette position pour le moins désagréable de décider pour autrui, mais cela n'en reste pas moins un problème considérable.

L'autogestion est un processus fragile, et si les anarchistes ne s'évertuent pas (ce serait un peu leur tâche historique) à supprimer dès leur apparition les forces autoritaires qui veulent se l'accaparer et la détourner de son sens, elle ne deviendra vite qu'un énième véhicule de la logique de parti, de la délégation et de la gestion. Pour s'atteler dès le début à cette tâche urgente et ne pas soi-même reproduire ce genre de mécanismes, le mieux reste donc assurément de n'être pas en position de le faire en refusant ces rôles de gestionnaires pour se concentrer sur les autoritaires comme sur la destruction. Cela est pourtant souvent plus facile à dire qu'à faire, notamment parce que dans des contextes relativement restreints, les chefs de demain peuvent aussi être les bons militants et amis d'aujourd'hui. Il faut une lucidité révolutionnaire toute particulière, et une certaine détermination d'agir pour ne pas se laisser aveugler et creuser sa propre tombe.

Dans les luttes intermédiaires d'aujourd'hui, comme celles dites de territoire, ces mécanismes sont parfois déjà à l'œuvre et prennent en général les anti-autoritaires par surprise. Défenseurs des barricades un jour, ces amis d'hier se mettent le lendemain à table pour négocier des contrats de propriété avec l'État. Et non sans déclencher quelques offensives répressives contre ceux qui broncheraient en refusant ce genre de choix.

Un dernier danger, enfin, est que l'auto-organisation que nous promouvons vienne combler les manques de l'État, se convertissant ainsi en une sorte de dernier filet de

sauvetage en situation d'insurrection. Son inévitable manque d'« efficacité » (comparé aux moyens dont peut disposer un Etat) pourrait au début encore entretenir la fierté d'être différents, mais ne tardera pas à se rapprocher, pas par pas, des structures étatiques prêtes à l'incorporer à condition de renoncer à toute charge révolutionnaire.

Dans plusieurs réflexions anarchistes qui circulent en Europe à propos du coronavirus, on semble faire l'impasse sur ce danger, confiant en l'intégrité des anarchistes et de leurs propositions. Mais la forme et le contenu sont liés : l'autoproduction de masques pour tout un chacun reproduit et renforce en même temps la consigne (efficace ou pas, ce n'est même pas la question) de l'Etat sur le confinement en général. La distribution de nourriture aux plus pauvres renforce inexorablement la dépendance, même lorsque ses distributeurs suggèrent, au détour d'un clin d'œil, d'exproprier le supermarché du coin. L'auto-organisation d'un service sanitaire ne répond qu'à un besoin ponctuel, et ne peut pas incarner la dure critique d'une certaine conception de la vie (et de la mort). Contrairement à la situation chilienne, ce danger est d'autant plus important que nous ne sommes même pas dans un contexte de révolte généralisée. Intervenir, de façon à fournir une réponse autogérée aux besoins matériels, dans un contexte de dépendance et de servitude accrue, ne nous semble pas une méthode adéquate pour briser les chaînes ; ce faisant on risque de simplement les repeindre, ce qui est peut-être, en tout cas dans une perspective révolutionnaire, encore pire que ne rien faire du tout.

La charité, aussi émouvante qu'elle puisse être lorsqu'elle vient d'en bas, n'a jamais favorisé la rébellion. Mieux vaudrait alors le pire, peut-on entendre murmurer ici ou là ? Certainement pas. Parce que le pire, ce serait de suppléer l'Etat dans son œuvre de gestion ; le pire ce serait être aveuglés de-

vant les piles de cadavres qui s'entassent ici, en ne voyant plus l'énorme lac de sang sur lequel ce monde repose ; le pire, ce serait de redonner du bout des lèvres un brin de confiance et de trêve à l'État sous forme d'un accord provisoire lié à la nécessité de gérer la pandémie.

L'autogestion de la lutte demande aux anarchistes une lucidité toute particulière : celle de la promouvoir, mais sans la contrôler ; celle de la stimuler, mais sans l'imposer. Si l'autogestion de la lutte débouche sur une insurrection, il faudra même aller encore plus loin : les anarchistes vont bien sûr être « dépassés » dans ce processus créatif et chaotique, et ils doivent donc avoir la capacité d'ouvrir leurs esprits et leurs cœurs et de laisser libre cours à l'expérimentation. Cette expérimentation ne peut qu'être multiple, contradictoire, chaotique, créative, foireuse, prometteuse : tout en même temps. On s'y retrouvera impliqués au même titre que d'autres, mais peut-être que notre tâche fondamentale ne sera alors pas tant de fournir de petits modèles généralisables, mais plutôt de continuer sur notre chemin d'élimination de tout ce qui fera obstacle à la généralisation de cette expérimentation autogestionnaire. C'est un paradoxe qu'au moment même où les rayons de la chaleur révolutionnaire illumineront la face de la terre, des anarchistes se retrouveront encore à travailler dans l'ombre, comme cette force souterraine et invisible que prévoyait Bakounine.



BESOINS MATÉRIELS, ALTERNATIVISME ET ATTAQUE

Et aujourd'hui ? Demain ?
Déblayons, avant tout, les fausses oppositions. Celui qui focalise toute son activité sur l'attaque destructive est aussi en train de construire, à commencer par lui-même.

Pour se donner les moyens d'attaquer, il est forcément aussi en train de s'auto-organiser d'une façon ou d'une autre : il fraude, il vole, il exproprie, il se serre la ceinture. Et surtout, il vole du temps, du temps pour réfléchir, pour discuter, pour analyser, pour préparer, pour accomplir, un temps qui ne correspond à aucun standard productif de l'économie capitaliste et qui est souvent aussi arraché à d'autres relations tout aussi chères mais plus éloignés de ce genre d'activités.

A l'autre « extrême », celui qui dédie son temps à s'organiser pour répondre de façon autonome à ses propres besoins peut aussi être en train d'attaquer. En mettant de côté toutes les âneries de cogestion alternative (qui, comme leur nom l'indique, font pleinement partie des processus de restructuration capitaliste : un exemple facile serait l'agriculture « biologique », secteur jadis marginal aujourd'hui en plein essor), il reste des exemples de compagnonnes et de compagnons qui s'organisent pour réduire leur dépendance au système de la consommation, à la distribution énergétique, à la hiérarchie médicale. Cela donne lieu à des structures auto-organisées, plus ou moins marginales ou informelles, mais qui fournissent, y compris parfois à d'autres, des qualités difficilement trouvables ailleurs. Ce n'est pas juste une question de se nourrir pour une fois d'autre chose que du supermarché, c'est tout le recul nécessaire que cela présuppose et qui est particulièrement salutaire en cette époque de « déréalisation » et de dépendance. A condition de ne pas construire des fantômes, bien sûr. De ces petites expériences plus autogérées n'advient pas la généralisation insurrectionnelle de l'autogestion, puisqu'elles s'éclipseront devant l'immensité d'une telle vague chaotique déferlant sur la société. En cela, elles ne sont donc aucunement des « embryons » de la nouvelle société. Mais elles peuvent être des moyens d'autogestion de la lutte, et peut-

être même plus au niveau « mental », par le fait de se réapproprier une autonomie, qu'au niveau vraiment matériel. Toutes ces petites expériences sont certes vouées à être étouffées par l'Etat, mais ce n'est pas forcément un problème. Elles auront contribué à la lutte, et auront péri, comme d'autres formes organisationnelles, dans le conflit, pour renaître ailleurs et autrement. Ce n'est que lorsque le racket de l'Etat –s'intégrer ou dégager– fonctionne que ces expériences deviennent de véritables freins à la lutte en voulant perdurer à tout prix (l'exemple des squats légalisés est à ce sujet plutôt significatif).

Une autre question encore, est la prétention à construire dès aujourd'hui, qui plus est en dehors de tout contexte insurrectionnel et sous forme d'organisation formelle, des structures auto-gérées alternatives capables de répondre aux « besoins matériels » de gens qui sont en lutte, ou carrément des « exploités » en général. Cette idée de construire un contre-pouvoir par le bas à partir des besoins matériels (et parfois de la souffrance) tournées vers des sujets politiques, en fournissant finalement un service doublé d'un racket idéologique, devient alors facilement non pas un embryon de la société future (ce qui est impossible tellement elle sera différente), mais d'un futur pouvoir avec ses spécialistes, ses rôles, sa volonté de masses et de contrôle lié à toute logique gestionnaire qui part de l'existant.



*P*ratiquer l'autogestion aujourd'hui, c'est s'auto-organiser pour attaquer. Peut-être que les discussions là-dessus ont trop souvent été limitées et devraient être élargies, parce que lors de l'attaque, c'est de fait toute notre vie qui est mise en jeu. Pas seulement notre relative liberté de mouvement, mais aussi nos convictions,

nos passions, nos amours, nos peurs, nos certitudes et nos doutes. S'organiser pour attaquer, et c'est cela que, pour ma part, j'ai toujours entendu par la « *recherche de l'affinité* » (y compris, voire d'abord avec soi-même), ne devrait donc exclure aucun aspect de la vie.

Si je ne réussis pas à prendre soin de moi (ou de mes complices), je risque fort de ne pas être en condition de faire certains efforts physiques et mentaux. Tout conflue, une fois de plus, dans la projectualité qu'on développe dans nos vies, en englobant l'ensemble de ses aspects. De la même façon, y compris lorsqu'on attaque en solitaire, on n'est pas seuls au monde. Nos proches et toutes les expériences passées sont là,

toutes et tous avec leurs sollicitations particulières qui font partie de nos vies. Les liens qui nous réunissent avec eux doivent être en bon état si on veut préserver notre capacité mentale, physique mais aussi émotionnelle pour attaquer. La disponibilité à l'attaque n'est pas juste une question de conviction, de détermination et de certaines techniques, mais un rapport qui englobe l'entièreté de nos vies. Une telle conception se trouve bien entendu à des distances abyssales de n'importe quel alternativisme bon marché, tout comme elle se démarque de toute vision militariste de l'affrontement.

••



Nous sommes contraints par l'Etat d'être solidaires, et cela signifie apparemment devoir porter une quantité de merde sur notre dos que nous n'aurions jamais été capables d'imaginer. Que nous assumions les licenciements comme quelque chose de nécessaire, que nous fassions un effort pour ne pas voir nos êtres chers, pendant que les murs de nos maisons, transformées en prisons télématiques, se referment sur nous et menacent notre santé mentale, que les personnels médicaux acceptent une baisse solidaire de 2 % de leur salaire. Que nous collaborions avec les mêmes forces répressives qui nous intimident pour que nous restions à domicile (parce qu'aujourd'hui rester à la maison devient un acte héroïque de la plus haute valeur morale au lieu d'être la condition indispensable pour que la domination à laquelle ils nous soumettent soit plus efficace que jamais). Que nous portions des accusations et collaborions avec la police pour signaler et dénoncer les personnes qui ne veulent pas s'isoler du monde, qui refusent de rester à la maison, ou simplement se voient obligées de sortir, en transformant nos balcons en un panoptique qui se méfient de toute activité dans la rue. Et la liste pourrait être infinie. Cette solidarité qu'ils nous imposent nous conduit à un scénario répressif sans pareil. Mais la solidarité n'est pas cela. Ils ne peuvent pas nous obliger à être solidaires, la solidarité se donne entre égaux comme instrument pour résoudre les problèmes et les conflits surgissant précisément de la soumission à une société qui établit des rapports de pouvoir et d'autorité entre les personnes qui y vivent.

... En fin de compte, la solidarité est une arme lorsqu'elle se rebelle afin de changer l'état des choses et non pas pour le perpétuer. La solidarité naît de l'appui mutuel, de la conflictualité et de l'attaque. Pas des grilles de nos balcons, ni des échos des applaudissements. Ne les laissons pas travestir le sens de la solidarité et quand vient le moment de la montrer, pille, incendie, vole, attaque et protège tes proches !

Madrid Cuarentena City n°2, mi-avril 2020

